Prénom Nom

Adresse

NPA Localité

Secrétariat général du DEF

À l’att. de M. Frédéric Borloz,

Chef du Département de l’enseignement et de la formation professionnelle

Rue de la Barre 8

1014 Lausanne

Localité, le 15 mars 2023

**Indexation du salaire des collaborateurs de la fonction publique**

Monsieur le Conseiller d’État,

En tant que collaborateur de l'établissement primaire et secondaire du Mont-sur-Lausanne, j’ai pris connaissance du résultat de la rencontre du 23 février 2023 entre le Conseil d’État et les délégué·e·s des organisations syndicales, ainsi que de la communication du gouvernement vaudois du même jour. Elles/Ils ont pris acte que le Conseil d’État refuse d’octroyer une indexation préservant le pouvoir d’achat des salarié·e·s des secteurs publics et parapublics, et qu’il n’apporte aucune proposition concrète pour compenser la perte de salaire réel importante à laquelle je vais devoir face cette année.

Au vu des retours donnés par les organisations syndicales, j’ai malheureusement le sentiment que le Conseil d’État n’avait pas sérieusement préparé cette rencontre. Je suis indigné par cette attitude, ainsi que par le mépris et la désinvolture exprimés à l’endroit de celles et ceux qui font fonctionner le service public et parapublic, après des années de crise et dans un contexte économique particulièrement difficile, et alors même que les caisses de l’État sont pleines. Je suis également choqué que l’on puisse dire que ce qui importe, c’est « de nous projeter sur l’avenir, en 2024 » ; c’est en effet aujourd’hui, au quotidien, que je dois faire face à la hausse des prix.

Je réitère ainsi ma revendication d’une indexation correspondant au renchérissement effectif du coût de la vie et demande au Conseil d’État qu’il décide de mesures de compensations salariales concrètes et chiffrées permettant de maintenir mon pouvoir d’achat, ainsi que celui de mes collègues, ceci avant la prochaine séance de négociation prévue avec les syndicats le 22 mars 2023.

Dans le cas contraire, je m’engage à poursuivre mon soutien aux actions de mobilisation à venir.

Merci d’avance pour votre considération vis-à-vis de celles et ceux qui, au quotidien, prennent soin de celles et ceux qui vous ont élu.

En vous présentant, Monsieur le Conseiller d’État, mes salutations distinguées,

Prénom Nom